



REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT DU GARD
COMMUNE AIGUES MORTES

ARRETE DU MAIRE

Réf : ARRETE/2021/n°484/6.1

Objet : AUTORISATION TEMPORAIRE D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

LE MAIRE,

Vu le Code des Collectivités Territoriales notamment l'article L 2212.1 et suivants concernant les pouvoirs de police du Maire,

Vu la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée et complétée relatives aux droits des communes, des départements et des régions,

Vu l'article R. 635-1 du Code Pénal,

Vu le Code de la Route,

Vu le Code de la Santé Publique, notamment ses articles L.1311-2, L 3341-1 à L 3341-3 et L 3342-1 à L 3342-3, R 1334-30 et S, R 1337-6 et S,

Vu l'Arrêté Préfectoral N° 2008-193-7 du 11 juillet 2008 relatif à la lutte contre les bruits de voisinage,

Vu le décret n° 2021-384 en date du 02/04/2021,

Considérant la demande en date du 30/08/2021 établie par Monsieur Sébastien MAE et Monsieur THOMAS SALVATGE sollicitant l'occupation du trottoir devant le centre de soin L'ESPACE CANOPÉE,

ARRETE

ARTICLE 1 : Date – lieu

Le Maire d'Aigues-Mortes autorise MESSIEURS MAHE et SALVATGE à occuper le domaine public devant le N°50 Avenue Frédéric Mistral, le **jeudi 09 septembre 2021 de 19h30 à 21h30** pour l'inauguration de leur centre de soin.

ARTICLE 2 : Lutte contre le bruit :

Les organisateurs devront prendre toutes les mesures utiles pour que les bruits émanant de la manifestation ne soient à aucun moment gênant pour les habitants du même immeuble, des immeubles mitoyens et du voisinage.

ARTICLE 3 : Mesures sanitaires :

Monsieur MAHE et Monsieur SALVATGE, mettront en place et appliqueront les mesures sanitaires en vigueur à la date de la manifestation.

ARTICLE 4 : Verbalisation :

Les infractions aux dispositions du présent arrêté sont prévues et réprimées conformément aux dispositions des codes précités. Elles feront l'objet d'une verbalisation en application des articles susnommés, par les agents de Police, de Gendarmerie et les Agents Municipaux Assermentés à cet effet.

ARTICLE 5 : Délais et voies de recours :

Le présent Arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif auprès de monsieur le Préfet du GARD (préfecture du Gard 30045 NIMES Cedex 9) ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de NIMES (Avenue Feuchère 30000 NIMES) dans le délai de deux mois suivant la publication du présent arrêté. Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique « Telerecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

ARTICLE 6 : Application :

Monsieur le Directeur Général des Services,
Monsieur l'Elu en charge de la Sécurité,
Monsieur le Commandant la Communauté de Brigades de Gendarmerie du Grau du Roi,
Monsieur le Commandant de Brigade de Gendarmerie d'Aigues-Mortes,
Monsieur le Chef de Poste de la Police Municipale, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de commenter et de faire respecter le présent arrêté, qui sera affiché et publié au recueil des actes administratifs de la Mairie.

Fait à Aigues-Mortes le 31 Août 2021

Le Maire,
Pierre MAUMEJEAN

Pour le Maire par Délégation
Le Directeur Général des Services,
Christophe BARONI

